

Journées de La Brède 2026

Nation, impérialismes et souveraineté : compte rendu des trois tables rondes

10 octobre 2026 · Jérôme Coutou, Digital Mate

Samedi 10 octobre, le château de Montesquieu a accueilli la 7^e édition des Journées de La Brède, organisée par la Ville. Trois tables rondes animées par Jean Petaux ont interrogé la nation sous trois angles : le peuple et la souveraineté, l'épreuve des empires, le pouvoir des technologies.

Programme et lignes de force

La journée a déroulé un fil continu : qu'est-ce qu'une nation, comment résiste-t-elle aux empires, et qui gouverne quand la puissance passe aux plateformes technologiques. Jérôme Coutou, chargé de la programmation de ces rencontres, a ouvert la séance et géré les questions de la salle. La journée a également été marquée par la remise du Prix littéraire Montesquieu La Brède à Vanessa de Senarclens en présence des membres fondateurs du Prix : la Ville de La Brède, la librairie Mollat et la Fondation Jacqueline de Chabannes, et des membres du jury.

Horaire	Table ronde	Intervenants
14h15	La nation politique : peuple, souveraineté et représentation	Michel Onfray, philosophe et essayiste
15h45	La nation à l'épreuve de la mondialisation et des empires	Olivier Costa (CNRS, CEVIPOF), Alain Wang (sinologue), Nicolas Monceau (Université de Bordeaux)
17h	Nation, technologies et souveraineté : qui gouverne réellement ?	Jérôme Coutou (consultant IA, auteur), Mathieu Andro (intelligence économique), Alain Wang

Cinq lignes de force traversent la journée.

- 1. Nationalisme contre impérialisme.** Michel Onfray renverse la formule de Mitterrand : ce n'est pas le nationalisme qui fait la guerre, c'est l'impérialisme, et la nation en est le remède. Alain Wang et Nicolas Monceau décrivent ensuite deux nations qui redeviennent des empires, la Chine de Xi Jinping et la Turquie d'Erdoğan.
- 2. Une Europe contrainte de décider ensemble.** Pour Olivier Costa, Poutine, Xi Jinping et Trump ont fait davantage pour l'intégration européenne en cinq ans que trente ans de sommets. Il plaide pour une Europe en cercles concentriques, avec un noyau de défense, adossée au patriotisme constitutionnel et à l'altérité plutôt qu'à une introuvable nation européenne.
- 3. Le peuple, grand absent.** Onfray dénonce une démocratie qui « fait l'économie du peuple » ; un auditeur de la deuxième table ronde reproche aux nations de « jouer au Monopoly » pendant que les citoyens attendent paix, lutte contre la faim et action climatique.
- 4. La souveraineté captée par les plateformes.** Jérôme Coutou décrit une Europe « vassalisée » : modèles, cloud, puces et satellites sont américains ou chinois, et un fournisseur peut couper l'accès du jour au lendemain. Le risque central n'est plus la captation de l'attention mais celle de la décision.
- 5. Deux tempéraments face à l'IA.** Mathieu Andro appelle les Européens à quitter les « passions tristes » et à miser sur le nucléaire, le quantique et la robotique ; Jérôme Coutou propose l'« aikido technologique » et le

saut vers la rupture suivante ; un contradicteur dans la salle conteste l'idée même qu'on ne puisse pas se passer de l'IA.

Ce compte rendu suit l'ordre des échanges. Il restitue les positions de chaque intervenant, y compris celles qui sont contestables.

Table ronde 1 : la nation politique (Michel Onfray)

Michel Onfray défend une nation construite par le peuple et par la somme de ses provinces, et tient l'impérialisme, non le nationalisme, pour la véritable source des guerres. Jean Petaux, qui a présenté plusieurs de ses livres chez Mollat, ouvre l'échange sur la tolérance comme condition de la dispute intellectuelle, en citant le mot prêté à Claudel (« la tolérance, il y a des maisons pour ça ») pour mieux le récuser.

Montesquieu, philosophe de la subtilité

Invité à situer Montesquieu, Onfray lui attribue trois chefs-d'œuvre, « ce qui est beaucoup pour une seule œuvre » :

- **Les *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*** : une réflexion sur la naissance et l'effondrement des civilisations, écrite, comme chez Gibbon, par des hommes qui sentent venir une rupture et vont chercher dans Rome de quoi comprendre leur présent. Onfray y voit un parallèle avec notre époque.
- **De l'esprit des lois**, dont tout est dans le titre : l'esprit et non la lettre. Au sortir des procès d'Inquisition, où l'accusé ne pouvait se défendre, penser l'esprit des lois revient à dire : réfléchissez, n'appliquez pas bêtement. Il rapproche ce souci de la nuance d'un texte bref de Montesquieu sur le « je-ne-sais-quoi ».
- **Les *Lettres persanes***, « peut-être le chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre » et son livre le plus révolutionnaire, par son ironie et son humour. Il y voit un esprit français (celui de Montaigne, dont il cite des formules crues) qu'il juge aujourd'hui « mort » : le second degré ne passe plus.

Sur le passage de *L'Esprit des lois* consacré à l'esclavage, Onfray ne croit pas à la lecture ironique souvent avancée : le livre est sérieux, l'humour y surgirait sans raison. Il préfère le lire à la lumière du pragmatisme des libéraux de l'époque (« libérer les esclaves, mais comment fait-on avec le sucre ? »), logique qu'il compare à celle qui oppose aujourd'hui hausse des salaires et compétitivité. Il oppose ce Montesquieu pragmatique à Rousseau, qui part d'une hypothèse (l'homme naturel est bon) pour en faire une certitude.

Contextualiser plutôt qu'universaliser

Jean Petaux cite *L'Esprit des lois* : « les nations, qui sont à l'égard de tout l'univers ce que les particuliers sont dans un État, se gouvernent comme eux par le droit naturel et par les lois qu'elles se sont faites », et souligne cette personnification des nations.

Onfray pose une règle de méthode qu'il dit emprunter au marxisme « sans avoir à rougir » : contextualiser. Le grand vice de l'époque serait d'avoir déshistoricisé les textes. La nation de Montesquieu est pensée dans un monde où l'on se déplace au pas du cheval, où le lointain est problématique et le local évident ; c'est une catégorie « lointaine et girondine », composée de provinces et de langues régionales. Herder, Fichte, Kant ou Renan en donnent des définitions différentes, « toutes bonnes d'une certaine manière ».

Il déroule ensuite une généalogie de l'universel :

- **Saint Paul** parle aux « nations » au sens de peuples et de communautés (Thessaloniens, Éphésiens, Romains). « Ni Grec ni barbare, ni homme ni femme, ni esclave ni libre » signifie l'égalité devant Dieu, pas l'abolition des conditions terrestres : « Saint Paul n'est pas l'inventeur de la théorie queer. » Son universel nous paraît aujourd'hui très local.
- **La découverte de 1492** rend l'universel réellement universel. Onfray qualifie le mythe du bon sauvage de propagande anti-espagnole et anticatholique, rappelle les sacrifices sanglants des civilisations précolombiennes et affirme que la controverse de Valladolid n'opposait pas ceux qui reconnaissaient une âme aux Indiens à ceux qui la leur refusaient : tous la reconnaissaient, le débat portait sur la manière de les civiliser, par l'évangélisation ou par les armes. Il situe chez Montaigne, informé par un « truchement » normand revenu du Brésil, l'origine de cette fiction, et y voit le début d'un effondrement civilisationnel.
- **La Déclaration des droits de l'homme** est proclamée « sous les auspices de l'Être suprême » : la Révolution est une vaste laïcisation de la pensée politique chrétienne, non une sortie du christianisme.
- **Le communisme**, puis aujourd'hui Xi Jinping et Trump (« un petit coup de Canada, un petit coup de Panama, en passant par le Venezuela »), reprennent la logique d'universalisation. Mais Onfray distingue l'empire spirituel de Paul de l'impérialisme géopolitique.

La nation, somme des provinces : le détour par la Guyane

Interrogé sur sa définition de la nation et de la patrie (Jean Petaux rappelle que *La Marseillaise* dit « enfants de la patrie » et non « de la nation »), Onfray part d'une expérience vécue. Invité par un photographe qui faisait des diptyques d'enfants amérindiens en costume traditionnel puis en tenue de collégien, il est allé sur le Maroni, en petit avion puis en pirogue. Un chaman lui explique que les rites initiatiques (l'enfant exposé aux fourmis, qui doit serrer les dents pour devenir un homme) sont interdits par la France au titre de la maltraitance, si bien que « nos enfants ne deviendront jamais des adultes » ; sans ces rites, ajoute Onfray, ces jeunes basculent dans la drogue, l'automutilation ou le suicide. Il oppose ces sociétés où il y a un avant et un après l'initiation à la nôtre, qui a inventé « l'adulescent ».

Sa question : où est la France ? « Pour moi, c'est la nation française », répond Petaux. Onfray y voit des spécificités ignorées depuis que « les Jacobins font la loi », Jacobins qu'il fait remonter à Philippe le Bel et à la centralisation. Il plaide pour une République qui accepte ces différences « pourvu que le drapeau soit bleu-blanc-rouge », évoque le même décalage chez les Inuits du Grand Nord canadien (*Alerte à Malibu* sur l'écran d'une maison inuite) et conclut que la nation est « la somme des provinces », pas une addition de nations.

Il reprend la définition de Renan, le « plébiscite de tous les jours », mais demande de constituer la nation à partir de ce qu'elle est réellement, à l'heure où l'avion et les réseaux font de l'étranger un voisin (son père, né en 1921, a trouvé son épouse à trois kilomètres de chez lui). Il précise que la France n'est pas les États-Unis : c'est une république au sens romain, et la Révolution rêvait moins d'Athènes que de Sparte, la référence constante de Rousseau.

Nationalisme, patriotisme, impérialisme

Jean Petaux évoque la formule de Romain Gary reprise par Emmanuel Macron (« le patriotisme, c'est l'amour des siens ; le nationalisme, c'est la haine des autres ») et le « le nationalisme, c'est la guerre » de François Mitterrand devant le Parlement européen, à la fin de son second septennat.

Onfray juge l'idée « simpliste » et « politiquement correcte ». Sa thèse :

- **Le problème n'est pas le nationalisme mais l'impérialisme.** Le nationalisme consiste à dire qu'il y a une nation et à veiller à ce qu'elle ne devienne pas un empire. Un empire est « une nation qui veut absorber les autres », qui veut étendre son « espace vital » (il met le mot entre guillemets). Il range dans cette catégorie les impérialismes russe, chinois, américain et « européen », qu'il appelle aussi « maastrichtien ».
- **14-18 fut une guerre des empires**, non des nations : la carte d'avant 1914 comparée à celle d'après 1945 montre le démantèlement des empires britannique, français, allemand, austro-hongrois et ottoman. Que des nationalistes comme Barrès aient été aussi impérialistes ne justifie pas la confusion des mots.
- **Les européens se constituent eux-mêmes en nation** : drapeau, monnaie, police, histoire, idéologie communes. Qu'ils le disent. Il dénonce l'enchaînement qui fait du défenseur de la nation un nationaliste, donc un belliciste, donc un nostalgique de Vichy.
- **Préférence nationale, préférence européenne.** Il relève que la préférence nationale est dite fasciste et la préférence européenne non, alors que l'Europe se protège des voitures électriques chinoises ; et que les artistes hostiles à la préférence nationale défendent quotas audiovisuels et prix unique du livre, auxquels il se dit favorable. « Ce ne sont pas des contradictions, ce sont des invitations à ne pas penser. »

La migration du mot « nation » de la gauche vers la droite

Jean Petaux demande comment un mot longtemps de gauche (il cite un article du *Monde* du jour sur la gauche qui veut réinvestir la nation, et le « national-chevènementisme ») a pu passer à droite. Onfray répond en historien de la souveraineté.

De la souveraineté divine à la souveraineté nationale. La souveraineté féodale ordonnait la cité terrestre à la cité céleste, logique augustinienne qu'il voit réapparaître avec Léon XIV. La Révolution fonde la nation sur le peuple, mais un peuple choisi : sans les femmes, sans les plus pauvres. Les Enragés, autour de Jacques Roux, réclamaient du savon, du lait et de la chandelle ; Robespierre répondit par la guillotine. Il faudra attendre de Gaulle pour le vote des femmes. Onfray défend la volonté générale de Rousseau, plus subtile que ce qu'en a fait Robespierre : on peut voter contre son intérêt particulier au nom de l'intérêt général, et ceux qui ont voté contre, « on les forcera à être libres ». Contre Tocqueville, il déclare : « J'aspire à la tyrannie des majorités. Nous avons aujourd'hui une tyrannie des minorités. »

De Marx au PCF. Jean Petaux retrace le parcours : nation de gauche au XIXe siècle, union sacrée en 1914, débats internes à la gauche où Jaurès se tient du côté de la nation, Troisième Internationale (« les ouvriers n'ont pas de patrie »), puis Front national créé par le PCF dans la Résistance. Onfray situe la rupture après 1871 : Marx, d'abord hostile à la Commune, la récupère ; Lénine fait du parti l'avant-garde (*Que faire ?*, 1902) ; le trotskisme refuse la révolution dans un seul pays. Dès lors, on est nationaliste ou internationaliste. Il soutient que le PCF a collaboré pendant les deux ans du pacte germano-soviétique, que sans cette ligne il n'y aurait pas eu juin 1940, que Guy Môquet fut arrêté pour avoir distribué des tracts défaitistes, et que les communistes ne sont devenus résistants qu'après l'invasion de l'URSS, avant de réécrire l'histoire à la Libération (Aragon, Éluard et son poème à Staline). Sa mesure : le 18 juin 1940 ; Mitterrand, résistant en 1943, l'est devenu quand la guerre était perdue pour Hitler.

Anticolonialisme et retour au drapeau. À Petaux qui évoque le nationalisme des luttes anticoloniales et anti-américaines, Onfray oppose que *L'Humanité* traitait d'« hitléro-trotskistes » les indépendantistes algériens réprimés en mai 1945, que le PCF a refusé l'appel des 121 et n'a rejoint la cause algérienne que tard. Sous Georges Marchais, il retrouve un discours national sur l'immigration et le drapeau bleu-blanc-rouge.

1983, Maastricht, Le Pen. Le tournant de la rigueur de 1983, « parenthèse ouverte et jamais fermée », convertit Mitterrand au giscardisme et à l'Europe de Jean Monnet. En 1992, le débat sur Maastricht oppose, selon lui, des « nationalistes » assimilés aux nazis et des européistes promettant la fin du chômage, du racisme et des guerres ; il laisse en suspens la question du bilan, « quarante ans » après. Jean-Marie Le Pen a « sali » le concept de nation, ce qui a empêché de distinguer un antisémite d'un républicain de gauche comme Jean-Pierre Chevènement. Onfray rappelle que Bernard-Henri Lévy traitait Chevènement de « saddamite » lors de la guerre d'Irak, que Philippe Val qualifiait le souverainisme de « national et socialiste », et qu'au lancement de sa revue *Front populaire*, des articles l'ont comparé à Déat et Doriot. Il réplique que le souverainiste par excellence fut de Gaulle, et que Laval, Déat et Doriot venaient de la gauche.

De Gaulle, la France plutôt que la nation

Jean Petaux observe que de Gaulle emploie peu le mot « nation » et raconte l'anecdote du 18 juin à la BBC : pour l'essai de micro, de Gaulle dit simplement « la France ». Pour Onfray, de Gaulle sait que la nation est un produit de la Révolution ; sa France est millénaire, elle commence au moins au baptême de Clovis, peut-être à Lascaux, Chauvet ou Cosquer, et d'abord avec un paysage, celui que l'on voit du bureau de Colombey. Il retient sa phrase sur la France « pays de tradition chrétienne » tout en précisant que, pour lui, est français quiconque aime ce pays, quelles que soient sa couleur, sa religion ou son origine : il préfère l'arrivant d'Afrique du Nord qui veut devenir français à celui qui réduit la France à Pétain.

À la formule « la France, c'est une histoire sur une géographie », il ajoute la géologie : son père, ouvrier agricole en Normandie, lui expliquait qu'un mètre d'humus fait des pommiers, des vaches et de la richesse, trente centimètres la pauvreté. La géologie fait l'histoire, l'histoire fait la spiritualité. D'où son respect des langues régionales, sans « culte jacobin » de celles-ci : la Corse ou la Bretagne parlent plusieurs langues selon les vallées. L'abbé Grégoire a combattu les patois parce qu'il fallait une langue véhiculaire pour la propagande révolutionnaire. Il évoque la langue normande, dans laquelle a été traduit son long poème sur l'histoire de la Normandie, *Les Deux Léopards*, et conclut : les identités régionales naissent et meurent avec l'histoire, et il existe aujourd'hui « un désir de détruire l'identité nationale », d'autant plus fragile que les élites la présentent comme suspecte.

Table ronde 1 : les questions de la salle

Quatre questions ont prolongé l'échange ; Onfray y développe une lecture géographique plutôt que générationnelle de la société, un diagnostic de mort de la démocratie et une définition volontariste du périmètre national.

Les générations et le sentiment d'appartenance

Un auditeur demande quel regard portent les moins de 40 ans sur le pays et l'appartenance à une civilisation. Onfray récuse la lecture générationnelle au profit d'une **cartographie sociale et territoriale** : le 6^e arrondissement de Paris et son village natal de 500 habitants ne produisent ni les mêmes familles ni les mêmes pensées.

- Le regard d'autrui structure les comportements : au village, « il y a toujours une grand-mère derrière sa fenêtre » qui note l'heure de passage d'une voiture. Dans une banlieue anonyme où la loi est faite par les narcotrafiquants, la même génération se comporte autrement. Il évoque les lycées incendiés et les professeurs agressés, qu'il oppose à des lycéens corses chantant devant leur établissement.

- Les mêmes différences valent pour l'homosexualité, simple à vivre en centre-ville parisien, difficile dans un village de 500 habitants ou pour un fils de paysan.
- Les régions à forte identité (Bretagne, Corse, Alsace, Occitanie) produisent un discours propre, souvent marqué par le mépris de Paris.
- La massification par les réseaux produit une internationalisation qu'il juge problématique. Il décrit une photo de la presse locale : un maire se félicite de l'arrivée de la 5G, et quatre enfants assis dans l'église, dos aux chapiteaux romans, ne se regardent pas et pianotent pour parler à un copain situé à treize kilomètres.

Jean Petaux le taquine : la même photo aurait pu être prise en 1962, et des modes passagères détournent toujours un temps une communauté. Onfray maintient la rupture : dans les années 1960, les jeunes allaient au bistrot, à la pêche, à la chasse ; le rapport à la nature, aux autres et aux figures d'autorité (l'institutrice croisée à la boulangerie, le curé, le notaire, le médecin) a changé.

Les « Lumières sombres » de la Silicon Valley

Une auditrice interroge Onfray sur l'idéologie des milliardaires de la Silicon Valley qui veulent « s'affranchir de la démocratie », et sur l'avenir de l'universalisme face aux impérialismes russe, chinois et américain.

Sa réponse : c'est **le triomphe de l'universalisme**. Le transhumanisme et le réseau réalisent enfin la République universelle rêvée par Anacharsis Cloots sous la Révolution. Les civilisations naissent et meurent (Polybe, un auteur gallo-romain du Ve siècle, puis Hegel l'ont dit) ; nous allons vers ce que Hegel appelle « l'État total », un gouvernement planétaire où le réseau puis l'IA enserment la planète « comme une nasse ».

Il affirme que **la démocratie est déjà morte** : quand on vote contre et que le pouvoir passe outre, quand on interdit la parole, quand on lui a fermé le service public pendant dix ans, quand on supprime les conférences. Il récuse l'argument « le peuple peut errer », attribué à « un philosophe célèbre qui s'appelle Bernard », et celui selon lequel le peuple aurait porté Hitler au pouvoir : ce sont les partis, incapables de s'entendre, qui l'ont permis. Un pêcheur sait qu'on ne dépense pas plus qu'on ne gagne ; les « Mozart de la finance » n'en sont pas capables. Il demande qu'on cesse de voir du nazisme partout, par respect pour les victimes de la Shoah, et qu'on voie l'antisémitisme là où il est.

Avec Condorcet, il lie démocratie et éducation du peuple, et cite son Université populaire (1 200 personnes par séance selon lui), détruite, dit-il, et dont les cours ne sont plus diffusés sur France Culture. À Petaux qui résume « laissez faire les techniciens », il répond : « Cela fait quarante ans qu'on les laisse faire, les techniciens, les banquiers, les financiers, les marchands, les politiciens. »

Le périmètre de la nation

Un auditeur rappelle que le territoire a beaucoup changé depuis les Francs et les Gaulois et demande si la nation a un périmètre. Pour Onfray, **le périmètre est fixé par la volonté du peuple**, et il est évolutif.

- **Nouvelle-Calédonie.** Il critique la séquence suivie : un corps électoral restreint, trois référendums qui disent non à l'indépendance, puis l'autonomie accordée quand même. Pour lui, si les Calédoniens votent la sortie à 51 %, ils sortent ; s'ils votent le maintien, on s'y tient.
- **De Gaulle et l'outre-mer.** Il rapporte une confidence d'un descendant du général, Jean de Gaulle : le général pensait que Martinique, Guadeloupe et Guyane avaient vocation à l'indépendance. Il rappelle que l'indépendance de l'Algérie a été décidée par référendum des Français, non « bradée » par de Gaulle, et que Corses et Martiniquais ont chaque fois choisi de rester dans l'ensemble national.

- **Les civilisations sont vivantes.** Il se dit « vitaliste » : les cartes animées de l'expansion de l'islam montrent des flux qui avancent et reculent, « c'est ça l'histoire ».
- **Ukraine, Algérie, Gaza.** Poutine aurait pu demander aux Ukrainiens s'ils voulaient l'indépendance et négocier pour les minorités russophones. Il reprend la proposition de fédération de Camus pour l'Algérie (neuf millions de natifs, un million d'Européens), écartée sous « le régime de Sartre », et la propose pour la Russie et l'Ukraine comme pour Israël et Gaza. À Tel-Aviv, dit-il, le Palestinien qui sert à l'hôtel « ne va pas égorger les Israéliens » : la cohabitation est pensable si l'on veut d'abord la paix, sans exclure la guerre.
- « Il n'y a pas de frontières naturelles, il n'y a que des frontières artificielles décidées par les peuples, parce que c'est le peuple qui est souverain. »

La préférence nationale

Dernière question : comment concilier ce périmètre et la préférence nationale ? Onfray définit le Français par l'adhésion au « plébiscite de chaque instant » de Renan : quiconque veut s'intégrer devient français et entre dans la préférence nationale, quelle que soit sa couleur ou sa religion. Il cite un texte sur la Normandie et la « normanditude », écrit selon lui par quelqu'un qui y a vécu (nom altéré dans la transcription).

Son argumentation repose sur l'analogie domestique : les adversaires de la préférence nationale ont des digicodes, des clés et des gardiens pour leurs résidences secondaires. La sûreté fait partie des droits de l'homme ; tous les pays fixent des conditions d'entrée ; « la France n'est pas un hôtel ». Il appelle à l'exemplarité (« que ceux qui veulent accueillir accueillent d'abord chez eux », presbytères compris) et lie l'accueil au budget, face à un hôpital, une école, une police et une armée défaillants (la rage de dents soignée dans six mois au village). Il se dit favorable aux frontières, au contrôle de Schengen et au protectionnisme face aux voitures chinoises, et refuse que le protectionnisme soit présenté comme une signature du fascisme.

Il conclut par sa définition de l'extrême droite : refus de la démocratie, célébration de la violence, interdiction par la violence de la liberté d'expression, non-reconnaissance des résultats électoraux, mépris du peuple, culte du chef. « Je ne vous dirai pas qui aujourd'hui coche toutes les cases, mais tout le monde aura compris. » La table ronde s'achève sur une séance de dédicaces et la photo des intervenants avec la lauréate du prix Montesquieu.

Table ronde 2 : la nation à l'épreuve de la mondialisation et des empires

La deuxième table ronde confronte une Europe sans nation à deux nations redevenues empires : pour Olivier Costa, l'Union n'a plus d'autre choix que de décider ensemble, tandis qu'Alain Wang et Nicolas Monceau décrivent la Chine de Xi Jinping et la Turquie d'Erdoğan renouant avec leur passé impérial. Jérôme Coutou introduit la séquence : après la nation et ses individus, place à l'interaction entre nations ; la dernière table ronde demandera « comment on peut sortir de la nation ».

Les intervenants, présentés par Jean Petaux :

- **Olivier Costa**, directeur de recherche au CNRS, passé par Sciences Po Bordeaux et aujourd'hui au CEVIPOF (Sciences Po Paris), spécialiste des institutions et politiques européennes, ancien enseignant dans une école créée par Bordeaux en Pologne, et dessinateur.
- **Alain Wang**, sinologue et essayiste, enseignant à l'Université Paris Cité et à l'Université de technologie de Compiègne.
- **Nicolas Monceau**, professeur associé de science politique à l'Université de Bordeaux, comparatiste, spécialiste de la Turquie.

Une nation européenne est-elle une incongruité ? (Olivier Costa)

En théorie, oui. **On n'accepte « la violence de la démocratie », perdre et s'incliner, que dans un groupe qui a du sens** : la commune, la région, la nation. À l'échelle européenne, l'idée d'être mis en minorité passe mal depuis soixante-dix ans : « les Français sont très européens quand ils gagnent, et beaucoup plus eurosceptiques quand une décision leur est défavorable ». L'espèce humaine cherche le niveau de décision le plus bas possible.

Mais **les nations européennes n'ont plus le choix : décider ensemble ou disparaître**, pour trois raisons :

1. **Un monde plus violent.** Le rêve des années 1990 d'un monde démocratique uni par le commerce s'est évanoui : la Russie envahit l'Ukraine, la Chine « nous fait des misères » économiques, les États-Unis de Trump traitent le projet européen comme un complot contre l'Amérique.
2. **La mobilisation du Sud global** (Afrique, Amérique latine, Chine, Inde, Russie), qui conteste un ordre dominé par l'Occident au G7, au G20 ou à l'ONU. D'où l'éviction des Européens d'Afrique et un puissant discours anticolonial.
3. **Le changement d'alliance de Trump**, qui quitte le « club » occidental. L'Union se retrouve à devoir prendre le leadership de ce qui reste de l'Occident : démocratie, droits de l'homme, progrès social, environnement, relations pacifiques. Costa cite la proposition, faite selon lui deux à trois semaines plus tôt par Ursula von der Leyen, d'associer le Canada de Mark Carney à l'Union, et l'intérêt immédiat de l'Australie.

Cette réflexion est contrainte, non portée par l'amour d'une nation européenne : il estime à 5 % la part de « vrais fédéralistes » dans la population.

Europe des États ou Europe-nation

Costa distingue :

- **L'Europe fédérale**, devenue marginale : des citoyens prêts à abandonner la nation, dans un monde de régions et d'Europe où les États s'effaceraient.
- **L'Europe des États**, celle d'aujourd'hui et celle de Macron, « très européen mais attaché à une Europe des sommets » où Macron, Meloni, Merz, Sánchez décident chacun en souverain.

Il plaide pour reconsidérer **une Europe-nation plutôt qu'une Europe des nations**, parce que la demande a changé : il ne s'agit plus de réguler les bananes ou les camions mais de défense, de diplomatie, d'une voix unique face à Trump, Poutine et Xi Jinping. Cela suppose une intégration politique et des responsables capables de dire « si la Lituanie ou la Pologne sont attaquées, nous réagissons », ce que les institutions actuelles ne permettent pas, « il faudrait six mois pour décider ».

La nation en Chine : la reconstitution de l'empire mandchou (Alain Wang)

Jean Petaux oppose les « nombreux pilotes dans le cockpit » européen au pilote unique chinois ou turc. Alain Wang commence par contester le cadre : parler de nation impose un point de vue occidental, précisément ce que la Chine et le Sud remettent en cause.

- **Genèse.** L'idée nationale émerge à la fin de l'Empire (1911), chez des penseurs de la fin du XIXe siècle puis chez Sun Yat-sen, autour de l'unité de la majorité han. L'empire qui se désagrège était dirigé par les Mandchous, « même pas des Chinois ».
- **La vision de Xi Jinping est la reconstitution de l'empire mandchou** : reprendre la main sur les minorités périphériques (Mongols, Tibétains, Ouïghours) pour « en faire de petits Han ». Wang décrit les centres dits de formation professionnelle où sont enfermés des Ouïghours, privés de pratique musulmane et nourris de porc ;

et environ un million d'enfants tibétains placés en internats et coupés de leur culture. Il parle d'« ethnocide culturel total ».

- **Les religions sont tolérées si elles se sinisent** : chrétiens et musulmans doivent relire leurs textes fondamentaux à la lumière de la pensée du président ; le pouvoir mobilise selon les besoins le confucianisme ou le taoïsme.
- **Projection militaire et économique.** Wang signale une première base chinoise ouverte au Laos quelques semaines plus tôt, après celle du Cambodge, dans des pays « phagocytés », et les Nouvelles Routes de la soie comme vecteur d'une autre conception du monde vendue au Sud.
- **La Chine, pays du milieu.** Le nom même signifie « pays du centre ». Les cartes chinoises placent désormais la Chine au centre, séparent l'Amérique latine de l'Amérique du Nord et relèguent l'Occident dans un coin, une attitude que Wang rapproche de celle de Trump.

Jean Petaux demande si l'on peut parler de nationalisme chinois, en rappelant qu'on appelait Taïwan « la Chine nationaliste » de Tchang Kaï-chek, et que le rapprochement Nixon-Mao a fait passer le siège permanent au Conseil de sécurité à Pékin. Wang souligne la divergence : depuis sa démocratisation dans les années 1990, Taïwan a donné davantage de pouvoir à ses minorités autochtones, réprimées après 1949. Les démocrates taïwanais rêvent d'une **fédération chinoise** d'entités élues localement. « Tous les Chinois ne pensent pas comme le président Xi », et cette issue reste possible.

La Turquie d'Erdoğan et la tentation ottomane (Nicolas Monceau)

Jean Petaux rappelle que l'Empire ottoman, « homme malade de l'Europe » au XIXe siècle, a éclaté avec la Première Guerre mondiale, et interroge l'existence d'un « étranger proche » turc.

Une réhabilitation du passé ottoman et islamique. Fondée en 1923 par Mustafa Kemal, la République a été dirigée par des élites kémalistes laïques jusqu'à l'arrivée de l'AKP, cofondé par Recep Tayyip Erdoğan, au pouvoir depuis une vingtaine d'années. L'AKP critique l'héritage kémaliste, affaiblit la laïcité et célèbre la grandeur ottomane, dans le discours comme dans les politiques.

Une diplomatie de voisinage. Pendant la période kémaliste, la Turquie, pro-occidentale, a rejoint les organisations européennes, l'OCDE et l'OTAN en 1952 (frontière commune avec l'URSS, convoitise soviétique sur les Détroits) et tenu à distance ses voisins, avec lesquels les contentieux étaient lourds ; elle fut aussi le premier pays musulman à reconnaître Israël, en 1949. L'AKP a opéré un rapprochement avec d'anciennes possessions ottomanes ou des rivaux historiques (Iran, Syrie, Russie, avec laquelle la Turquie a connu plus d'une dizaine de guerres) : la doctrine « zéro problème avec les voisins » d'Ahmet Davutoğlu, aujourd'hui jugée comme un échec.

Un nationalisme ancien, recomposé. Le nationalisme turc existe depuis plus d'un siècle. Il naît de la guerre d'indépendance de 1919-1922 menée par les kémalistes contre les forces d'occupation grecques, italiennes et françaises en Anatolie, souvent qualifiée de première guerre anti-impérialiste du XXe siècle. D'où **un rapport ambivalent à l'Europe** : modèle de civilisation dont la Turquie importe la nation, la République et la laïcité, et symbole d'un impérialisme à combattre. Inscrit dans l'idéologie officielle, ce nationalisme a pris sous l'AKP une dimension religieuse et ethnique qui le distingue du nationalisme kémaliste.

L'Europe face aux empires : les cercles concentriques (Olivier Costa)

Jean Petaux demande si une Europe capable de réagir passe par une révision institutionnelle ou par l'adhésion des peuples. Costa reconnaît que l'Europe n'est « ni très organisée, ni très forte, ni très assertive », mais note que « **Xi**

Jinping, Trump et Poutine ont fait plus pour l'intégration européenne en cinq ans que trente ans de sommets ».

Avec 27 membres et 10 candidats (dont la Turquie, aux négociations gelées), approfondir à l'unanimité est irréaliste. L'idée de cercles est ancienne (Delors, les Allemands dans les années 1990, Mitterrand après la chute du Mur, Macron en 2017). Il rejette **l'Europe à la carte**, « comme une pizza où l'on coche saucisson, ananas et tomate », et propose trois cercles :

1. **L'Union telle qu'elle est** : marché, libre circulation, économie.
2. **Un cercle de coordination renforcée** : politique industrielle, économique, de recherche et d'éducation, avec un budget plus important.
3. **Un cercle de défense et de sécurité**, pour les pays volontaires, puisque l'Irlande, l'Autriche ou dans une certaine mesure la Suède restent attachées à la neutralité (il signale que les Suisses auraient abandonné la neutralité par référendum quinze jours plus tôt). La France, l'Allemagne, la Belgique ou le Danemark y seraient prêts. Il évoque l'offre française de mettre la dissuasion nucléaire au pot commun, « donnant-donnant », contre des investissements des autres en antimissile, drones ou cyber.

L'architecture est « un peu baroque », mais réaliste. Elle implique d'abandonner le rêve fédéraliste d'États-Unis d'Europe au profit du « **fédéralisme pragmatique** » que défend Mario Draghi. Une défense commune signifie qu'« un Français ira peut-être se faire tuer en Pologne ». Deux ressorts peuvent le rendre acceptable :

- **Le patriotisme constitutionnel** : s'entendre sur des textes, des valeurs et des principes plutôt que sur une langue ou une origine, comme les Américains « fétichistes de leur Constitution » ou les Allemands avec leur Loi fondamentale.
- **L'altérité** : les Européens peinent à dire qui ils sont mais savent qu'ils ne sont ni chinois, ni américains, ni russes. Plus Trump dérive, plus ils se découvrent proches.

Jean Petaux objecte qu'une identité construite contre une menace risque de se déliter si la pression retombe. Costa répond que **c'est à cela que servent les institutions et les traités** : stabiliser et « cranter ». On ne remet pas en cause le budget du SDIS l'année où l'actualité passe des incendies aux inondations. Il faut transformer le pic d'attention actuel sur la défense en structures résistantes à la baisse d'attention dans trois, cinq ou sept ans, pour ne pas courir « comme un poulet sans tête ».

Vu de Pékin, l'Europe est un marché (Alain Wang)

Xi Jinping prend-il l'Europe au sérieux ? Comme grand marché, oui ; comme puissance unie, il n'y croit pas. Son alliance avec la Russie montre qu'il ne parie pas sur sa constitution. Wang décrit une Chine présente partout : accords militaires avec la Biélorussie et exercices conjoints près de Brest, à quelques kilomètres de la frontière polonaise ; exercices navals en Méditerranée et en Afrique.

Sa stratégie est « **systémique et pragmatique** » : multiplier des organisations à géométrie variable, sans règles contraignantes de type OTAN (aider l'Iran ou la Russie sans engager d'hommes). Il cite les Nouvelles Routes de la soie (environ 150 pays), une coopération militaire d'une trentaine de pays, et une nouvelle instance internationale installée à Hong Kong, rejointe par une quarantaine d'États dont le Maroc, présentée comme une alternative à La Haye. La Chine continue de parler multilatéralisme et ONU, mais prépare « un autre monde », quand l'Europe tente d'organiser le vieux. Le risque : que des pays européens soient un jour tentés d'y adhérer.

Jean Petaux résume l'intérêt chinois : diviser pour régner par le bilatéral (Chine-Allemagne, Chine-France). Wang l'illustre : le porte-avions *Charles-de-Gaulle* part cinq mois en Asie, puis une frégate néerlandaise traverse le

détroit de Taïwan, puis une allemande, chacun dans son coin. « Ça les fait rigoler » : l'Europe leur apparaît comme un morceau facile à diviser, contrairement aux États-Unis.

La Turquie peut-elle changer de cap ? (Nicolas Monceau)

Jean Petaux note que la Turquie reste, avec réserves, une démocratie, toujours membre du Conseil de l'Europe, et demande si une alternance pourrait infléchir sa trajectoire.

- **2023** : la présidentielle opposait Erdoğan, candidat à un troisième mandat, à un candidat unique soutenu par six partis d'opposition. L'enjeu était la dérive autoritaire, le retour à un régime parlementaire (la réforme constitutionnelle de 2017 a instauré un régime présidentiel et supprimé le poste de Premier ministre) et la normalisation de la politique étrangère.
- **L'OTAN** : crises avec la France, la Grèce et Chypre, blocage de l'adhésion de la Suède et de la Finlande ont nourri des doutes sur la loyauté turque.
- **2028** : des élections anticipées seraient envisagées en avril 2028, un mois avant la fin du mandat, sous réserve d'un vote du Parlement. Erdoğan, né en 1954 et au pouvoir depuis 2003 (Premier ministre jusqu'en 2014, président depuis), pourrait ainsi briguer un nouveau mandat, la Constitution ne comptant pas un mandat interrompu par des élections anticipées.
- **Le régime** : la Turquie n'est pas la Chine, il n'y a pas de parti unique, mais l'opposition subit une répression forte. Le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, arrêté en 2025 pour corruption, encourt des peines cumulées de plus de mille ans ; le principal parti d'opposition a été repris en main ; libertés de la presse, de manifestation et d'expression sont restreintes. Ces atteintes aux critères de Copenhague expliquent, parmi d'autres facteurs, la suspension des négociations d'adhésion.

Sur la population, Jean Petaux avance « plus de 100 millions » ; Nicolas Monceau corrige : un peu plus que la France, « autour de 80 millions ».

Table ronde 2 : les questions de la salle

Les questions ont porté sur la loyauté allemande, la solidité du front adverse et la distance entre les jeux de puissance et les attentes des citoyens. Jérôme Coutou rappelle en ouverture une évidence : « dans le monde, il y a plus de gens qui ne pensent pas comme nous que de gens qui pensent comme nous ».

Un impérialisme allemand ?

Une auditrice redoute moins un éclatement de l'Europe par les empires extérieurs qu'un « impérialisme allemand », en mettant le mot entre guillemets. Elle cite des signaux faibles : le SCAF, qui n'aurait visé qu'à capter la technologie française ; l'échec du projet de char commun ; le départ annoncé de dirigeants français d'un groupe industriel de défense (nom inaudible) ; le fonds allemand de 100 milliards pour l'armement et l'ambition affichée par Berlin d'avoir la première armée (d'Europe, selon la formule officielle).

Olivier Costa reconnaît des divergences d'intérêts et de perceptions entre les 27, comme entre les habitants de La Brède sur leur commune. Le vrai danger allemand est à ses yeux l'AfD, « violemment anti-européenne » et nostalgique d'un empire. Pour le reste, les récits sur une Allemagne déloyale sont surtout poussés par « nos amis russes et chinois » pour semer la zizanie. Il décrit trois âges :

1. L'Europe croyait que le monde finirait par penser comme elle (démocratie, marché, progrès social, libertés).

2. Elle en fait le deuil : ni les Chinois, ni les Turcs, ni les Russes, ni même les Américains ne prennent cette direction.
3. Russes, Chinois et Américains travaillent activement à ce que les Européens cessent de vivre comme ils vivent.

Il affirme que Trump a déclaré une quinzaine de fois vouloir démanteler l'Union de l'intérieur, et que le département d'État a mis 300 millions de dollars sur la table, dans le cadre des 250 ans des États-Unis, pour financer partis, mouvements et think tanks anti-européens : « on trouve facilement 500 000 dollars pour un colloque anti-européen, et difficilement 500 euros pour l'inverse ». Il lit le mouvement lycéen en cours comme un produit de réseaux sociaux qui, à 80 %, colportent selon lui des idées d'extrême droite ou d'extrême gauche. Fréquentant les institutions européennes, il ne constate pas de changement notable dans le couple franco-allemand.

Jean Petaux relaie l'objection : « l'amour, ce sont des actes ». Sur le SCAF, il juge que Dassault et Éric Trappier ont eux-mêmes fait le minimum, le Rafale étant supérieur ; sur le char, en revanche, ce sont les Allemands qui ont « tiré le tapis », malgré les déclarations de Boris Pistorius et de Catherine Vautrin, la veille, en Gironde.

L'observation du maire : pas d'axe constitué contre l'Europe

Le maire de La Brède se dit séduit par l'Europe en cercles concentriques, qu'il compare à l'alliance des cités grecques face aux Perses : la France et l'Allemagne se reconnaissent sur l'essentiel malgré des vicissitudes conjoncturelles. Il nuance le syndrome de la citadelle assiégée : il n'existe pas d'axe sino-américain contre l'Europe ; le multilatéralisme alternatif reste à prouver ; la Chine a ses faiblesses (démographie, âge moyen, compétitions internes) et ses voisins, comme l'Amérique latine, ne veulent pas se vassaliser. « Nous ne savons pas comment s'écrit l'avenir. Il faut qu'on se prépare. »

Alain Wang conteste l'exemple latino-américain : Trump a étranglé le régime vénézuélien en partie parce qu'il était trop proche de Pékin ; Lula est très proche de la Chine, qui investit massivement au Brésil ; au Pérou, la Chine a construit l'un de ses plus grands ports, et les ports chinois sont « duaux », commerciaux et potentiellement militaires. Surtout, les drones et missiles russes ou iraniens dépendent de composants chinois : « si demain la Chine coupe, ils n'ont plus de missiles ». La Chine affaiblit à la fois les États-Unis et l'Europe sans se mettre en avant, « comme à la chasse : on affaiblit la proie et on attend ».

Olivier Costa concède au maire l'absence de coalition, mais souligne un point d'accord : ni Moscou, ni Pékin, ni Washington ne veulent d'une Union intégrée capable de devenir un quatrième bloc. Il donne trois indices de connivence : deux portraits de Trump avec Xi Jinping et avec Poutine accrochés, selon lui, la semaine précédente dans le Bureau ovale ; un tweet d'Elon Musk appelant à abattre l'Union européenne et à rendre la souveraineté au peuple, approuvé publiquement par un responsable du Kremlin ; un accord passé la veille par Trump pour acheter de l'énergie russe « sur le dos des Ukrainiens ». « On se demande si M. Trump sait encore quelle est sa place sur l'échiquier. »

« Les nations jouent au Monopoly »

Un citoyen pointe une « schizophrénie » : l'estrade analyse brillamment les nations, mais celles-ci ont « perdu le peuple ». Comme les empires antiques (il cite Égyptiens et Hittites), les puissances de 2026 se disputent des territoires alors que les citoyens attendent la paix, la lutte contre la famine et contre le réchauffement climatique. « Comment faites-vous pour rester optimistes ? »

Jérôme Coutou y voit l'introduction idéale de la table ronde suivante : les nations sont-elles encore souveraines, ou des entreprises le sont-elles devenues ? Alain Wang répond sur le climat : la Chine prépare le monde écologique de demain, d'abord pour vendre ses produits au monde entier, et sait qu'elle sera, avec l'Inde, l'un des pays les plus touchés par les catastrophes climatiques d'ici cinquante ans, soit environ 2,5 milliards de personnes concernées.

Table ronde 3 : nation, technologies et souveraineté, qui gouverne réellement ?

La dernière table ronde conclut que la souveraineté européenne est d'abord technologique, et qu'elle est aujourd'hui perdue sur l'IA : Jérôme Coutou parle de vassalisation, Mathieu Andro appelle à concentrer les forces sur les batailles encore gagnables, Alain Wang décrit une Chine qui fait de l'IA un instrument de contrôle. Jean Petaux précise que Jérôme Coutou intervient ici à la fois comme organisateur et comme expert des usages de l'IA. Jérôme Bondu, initialement prévu, n'a pu être présent.

Les intervenants :

- **Jérôme Coutou**, consultant en IA auprès des entreprises et auteur.
- **Mathieu Andro**, expert en intelligence économique, présenté par Jean Petaux comme chef du bureau de la politique documentaire des ministères sociaux, spécialiste des outils d'aide à la décision et de l'IA, auteur d'une thèse sur le *crowdsourcing*.
- **Alain Wang**, sinologue.

Jean Petaux ouvre sur une actualité : une IA aurait permis de découvrir 3 000 à 4 000 postes d'enseignants mobilisables immédiatement, récite qu'il juge étonnant et qui pose, à la manière de Montesquieu, la question : « comment peut-on être ministre aujourd'hui ? »

Se préparer avec un double numérique

Pour préparer la table ronde, Mathieu Andro et Jérôme Bondu se sont entraînés avec une IA. Andro explique la méthode : récupérer le corpus textuel d'une personne (transcriptions de ses vidéos YouTube, prises de position écrites), en nourrir un agent conversationnel qui parle et raisonne comme elle, puis dialoguer avec lui à l'oral. Usage immédiatement relevé sur scène : le renseignement, pour influencer ou soutirer de l'information, « le monde du renseignement travaille déjà beaucoup comme ça ».

Jérôme Coutou annonce que la journée est enregistrée, que l'enregistrement sera transcrit et synthétisé par IA, et que la synthèse sera mise en ligne.

Le cadre posé par Jérôme Coutou : des multinationales devenues États

L'IA grand public date du lancement de ChatGPT, le 30 novembre 2022, il y a moins de quatre ans : selon lui, la démocratisation d'une technologie la plus rapide de l'histoire. Il cite Montesquieu (*De l'esprit des lois*, 1748) : « Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. » La question devient : **comment arrêter des pouvoirs qui ne sont ni ceux du peuple ni ceux des États** ? Comment contrôler, rester indépendant, obtenir de la transparence, organiser la concurrence, garantir la réversibilité, c'est-à-dire pouvoir revenir en arrière ?

Après la nation (table ronde 1) et l'interdépendance des nations (table ronde 2), un troisième acteur s'impose : les GAFAM et leurs équivalents chinois, les BATX, « des multinationales qui sont des États ». Il cite l'audience de Facebook (2 milliards de comptes selon lui) et celle d'Elon Musk sur X (800 millions de comptes selon lui) : un message, et des centaines de millions de personnes le voient immédiatement. « C'est un nouveau pouvoir, et il n'y a pas forcément de contre-pouvoir. »

Les menaces pour la démocratie (Mathieu Andro)

Pour Andro, la principale menace est **la diminution de l'humain**. L'histoire humaine est celle de l'externalisation de facultés vers la machine ; Platon craignait déjà que l'écriture ruine la mémoire. L'incarnation imminente de l'IA dans des robots prolongera cette « diminution physique, morale et intellectuelle ».

Sa seconde conviction va contre le réflexe européen de demander protection à l'État : **les « usines à gaz » juridiques protègent surtout les groupes hégémoniques**, seuls capables de maîtriser des corpus réglementaires complexes.

L'IA chinoise au service de la « digitature » (Alain Wang)

Jean Petaux évoque Arthur Mensch, interrogé sur France Inter au sujet des grandes figures américaines de l'IA qui appellent à tout arrêter, et qui y voyait une stratégie de la peur pour fermer le jeu. Comment cela se passe-t-il en Chine ?

Alain Wang : l'IA y sert un pouvoir, une « **digitature** ». Le prochain plan quinquennal viserait, d'ici 2030, une forme de *Minority Report* : collecter les données, prédire et intervenir avant que l'opposition ne surgisse. En Chine, l'État récolte les données des entreprises comme des individus. La note sociale, encore limitée à certaines grandes villes et en partie attribuée par des agents faute de capacité de calcul suffisante, conditionne l'accès à l'université pour ses enfants ou l'achat d'un logement. S'y ajoute un mécanisme « très maïste » : photographier l'incivilité d'autrui et l'envoyer à la police fait gagner des points à l'un et en perdre à l'autre, la surveillance de la population par elle-même. Les modèles chinois sont scientifiquement intéressants mais leurs données d'entraînement sont contrôlées. Il entrevoit un monde coupé en deux : un bloc de régimes durs autour de la Chine, peut-être la Russie, et un monde plus ouvert, « si l'on arrive à maintenir la démocratie ».

Vassalisation : l'Europe « à poil » (Jérôme Coutou)

Jérôme Coutou qualifie la situation chinoise, et russe, de 1984 : société contrôlée, orientée, manipulée, où l'on réécrit le récit et la langue. La différence avec les États-Unis : en Chine, tout est contrôlé et financé par l'État, avec des ouvertures vite refermées (l'épisode Jack Ma) ; aux États-Unis, les présidents changent, mais surtout les entreprises sont les plus puissantes du monde, de très loin.

Il aligne les rapports de force, chiffres à l'appui :

- **Nvidia**, qui conçoit les puces, « les pioches de la ruée vers l'or », vaut environ 5 000 milliards de dollars, « deux fois tout le CAC 40 ». Même logique pour Microsoft, Facebook ou SpaceX.
- **Mistral**, seul acteur européen d'un certain niveau, « français, c'est à discuter » vu l'origine de ses capitaux, a levé 3 milliards lors de sa dernière levée. Les États-Unis ont investi 1 000 milliards de dollars dans l'IA cette année. « On ne boxe pas dans la même catégorie. »
- **Conséquence** : « **nous sommes clairement vassalisés par les États-Unis** ». Si Washington coupe l'accès aux modèles, par décision politique ou en cas de guerre, « ce qu'il a fait récemment avec les modèles d'Anthropic et d'OpenAI », l'Europe se retrouve « à poil ». Il en va de même pour les ordinateurs, le cloud, les puces.

- **ASML**, entreprise néerlandaise leader mondial des machines de fabrication de puces, est le seul atout européen de premier rang, mais l'Europe ne tient pas toute la chaîne. « L'IA est une chaîne de pouvoir et de leadership mondial que se partagent la Chine et les États-Unis. »

Alain Wang complète : TSMC, premier fabricant mondial de puces avancées, aurait dû s'engager à investir 500 milliards de dollars en Arizona en contrepartie de la protection américaine ; c'est l'ordre de grandeur nécessaire si l'Europe veut faire de même. Jérôme Coutou cite « le dernier rapport », qui chiffre l'effort nécessaire à 600 à 800 milliards au minimum.

Il illustre la dépendance par **Starlink** : Elon Musk a coupé le service aux Ukrainiens, puis aux Russes, et « sans cette information, on ne peut pas faire la guerre » : une société privée décide de l'issue des combats. Autre exemple : après le cyclone à Mayotte, François Bayrou a dû demander l'aide d'Elon Musk pour rétablir les communications. « On en est là. Nous sommes dépendants, et cela a une incidence sur notre capacité à choisir et à décider. »

Peut-on se passer de l'IA ? (Mathieu Andro)

Jean Petaux, se plaçant du point de vue du profane, pose deux options : un monde sans IA est-il encore possible ? Ou la montagne est-elle trop haute ? Jérôme Coutou reformule : « Peut-on se passer d'électricité ? »

Mathieu Andro applique **la sagesse stoïcienne à la politique** : distinguer ce sur quoi l'on peut agir de ce sur quoi l'on ne peut rien. La France garde des atouts : le nucléaire, clé de l'IA ; l'informatique quantique, où elle est bien placée ; la robotique, révolution pas encore perdue puisqu'elle n'a pas eu lieu. Il reproche à la France de se disperser contre des moulins à vent et, en pleine crise de la dette, appelle à concentrer les moyens sur une bataille gagnable.

Petaux évoque les mathématiques, point fort français (médailles Fields), et Cédric Villani qui dit qu'on lui prend son métier, après qu'une IA a résolu en une nuit des centaines de problèmes réputés insolubles. Andro relativise : les machines battent les humains aux échecs depuis longtemps, et l'on y joue toujours ; personne ne bat une voiture à la course, et l'on court encore. La peur porte moins sur l'activité que sur **la perte de revenus** ; il faut dissocier les deux pour contenir l'angoisse dans une zone délimitée.

La peur comme argument commercial, et la captation de la décision

Alain Wang rapporte le débat sino-américain, évoqué lors de la récente rencontre Xi-Trump, sur les limites à fixer aux performances de l'IA, par crainte qu'elle ne déclenche par exemple une guerre nucléaire, tandis que certaines entreprises y voient un jeu pour ralentir l'autre. Jean Petaux : « Ce sont des machines, il suffira de débrancher la prise. »

Jérôme Coutou répond qu'**il n'y a plus de prise** : l'informatique est distribuée et interconnectée dans le monde entier. Il invite à lire les discours alarmistes des géants de la tech (perte de contrôle, « 10 % de chances de mourir ») à la lumière de leurs besoins de financement : les deux entreprises qui ont lancé le mouvement d'inquiétude, OpenAI et Anthropic, préparent des introductions en Bourse et des levées massives. « Quand on cherche de l'argent, on n'a pas forcément le même discours. »

Le danger majeur, selon lui, est ailleurs. Les réseaux sociaux captent l'attention pour revendre les données (« notre concurrent, c'est le sommeil », disait le patron de Netflix). **L'IA va plus loin : elle veut capter notre décision.** Méthode probabiliste redoutablement persuasive, extra-nationale, elle répond à partir d'un corpus décidé ailleurs : « Si j'ai la capacité à vous convaincre sur des données que j'ai décidé de vous fournir, je crée la vérité. » Le vrai danger est **la perte de la capacité à décider et à être responsable.**

Petites filles ou chasseurs : le tempérament européen (Mathieu Andro)

Dans sa thèse sur le *crowdsourcing*, Andro a constaté l'enthousiasme de la littérature américaine et la peur de la littérature française, « des sortes d'Amish » obsédés par l'emploi et l'écologie. Il raconte une scène de chasse : un bruit dans les broussailles, ce qu'il prend pour un sanglier ; lui y voit une occasion, sa fille de 13 ou 14 ans, même signal, a peur. Face à l'IA et à la robotique, on peut réagir « comme des petites filles », avoir peur et fuir, « ce que la France est en train de faire », ou de manière offensive. Il appelle les Européens à « abandonner les passions tristes et le ressentiment des derniers hommes » et à développer l'IA.

L'aïkido technologique (Jérôme Coutou)

Jérôme Coutou rejoint Andro et avance deux pistes :

1. **L'aïkido technologique** : utiliser la force de l'adversaire pour le renverser. S'approprier ces technologies, ne pas décrocher, embarquer dans le mouvement pour acquérir la capacité de faire, puis retourner le rapport de force.
2. **Préparer la rupture d'après**. La bataille de l'IA est perdue, « il faut en faire le deuil », mais l'accélération ouvre d'autres ruptures, notamment quantique. L'Afrique a sauté une étape en généralisant le paiement par téléphone sans passer par l'internet fixe. La France est armée pour cela : elle est le deuxième pays pour les médailles Fields, juste après les États-Unis.

Légiférer d'une main tremblante ?

Jean Petaux convoque Montesquieu, les contre-pouvoirs et sa maxime selon laquelle il ne faut toucher aux lois « que d'une main tremblante », face à des lois françaises « de plus en plus bavardes » et contradictoires. Faut-il légiférer sur l'IA, ou répondre comme Bartleby, « je préférerais ne pas » ?

- **Mathieu Andro** : ne pas trop légiférer. Notre chance est l'État de droit, qui protège les libertés contre l'État lui-même. Il propose un exercice : demander à une IA les cinquante plus grandes innovations depuis le XVIII^e siècle et leur aire culturelle d'origine ; l'Occident en revendique « quasiment 100 % ». Son hypothèse : la liberté permet d'expérimenter. Elle nous affaiblit aussi, en déconstruisant religion, nation « et pourquoi pas le genre », mais elle fait notre force. « Les Chinois n'ont inventé ni l'IA ni la robotique. »
- **Alain Wang** acquiesce, mais note que la Chine rattrape son retard en rapatriant ses chercheurs formés dans les grandes universités occidentales, et qu'elle n'a pas de bornes : le chercheur qui avait modifié l'ADN d'embryons humains, mis au ban, a repris ses travaux depuis quelques mois. Bien ou mal, il ne tranche pas, mais la Chine a des capacités que d'autres n'ont pas.
- **Jérôme Coutou** : « Légiférer, c'est bien quand vous avez la technologie. » Si Alain découvre la bombe atomique et que je lui interdis de s'en servir, quel poids ai-je ? On ne réglemente pas ce qu'on ne maîtrise pas. Sur le RGPD comme sur l'AI Act, « les États-Unis nous tordent le bras » et obtiennent que nous changions nos lois.

Table ronde 3 : questions de la salle et mots de la fin

La salle a opposé deux objections fortes, le refus de l'IA au nom de la sobriété et la crainte pour l'emploi des jeunes diplômés, avant que la journée se clôture sur la fin possible du travail et l'appel à une autorité publique capable de mettre de l'éthique.

« On n'est pas obligé de passer par l'IA »

Invité par Jean Petaux à réagir, un auditeur se déclare « pas du tout d'accord » :

- **On peut s'en passer.** Il travaille au crayon ; un agriculteur n'a pas besoin d'IA. L'IA intéresse ceux qui veulent faire des bombes, des avions surpuissants, des machines énormes, loin des besoins primaires de l'homme. Il affirme savoir se passer d'électricité, d'eau du réseau et d'évacuation des effluents.
- **L'IA est fragile.** Elle dépend de data centers gourmands en eau, ressource qui manque déjà en Chine ; il rapproche cette contrainte du canal de Panama, que la sécheresse limite à 30 % de son trafic selon lui. Les satellites en orbite basse sont exposés à des millions de débris : une puissance pourrait détruire ces réseaux. « Jamais l'IA n'arrêtera les feux de forêt. »
- **L'inflation normative.** Il cite David Lisnard, président de l'Association des maires de France : le code de l'environnement serait passé de 120 000 mots en 2012 à 2 millions en 2022, avec des cohortes de fonctionnaires pour en contrôler l'application. Il appelle, à la manière de Montesquieu et des physiocrates, à travailler avec nos limites et nos besoins.

L'emploi des jeunes ingénieurs

Un ingénieur cite une étude de la Banque de France parue le 8 octobre : premier impact mesuré depuis novembre 2022 sur certains métiers, avec, selon lui, 28 % de non-renouvellement des périodes d'essai chez des ingénieurs (électricité du bâtiment, développement d'applications), qui ne passent donc pas en CDI. « Si nos jeunes formés ne trouvent pas de travail, comment tient-on la nation ? »

Jérôme Coutou répond depuis son expérience d'accompagnement des entreprises : sur plus de 2 500 entreprises rencontrées, aucune n'est sans inquiétude. Il cite une étude récente de Microsoft sur les métiers les plus exposés. Comme il l'écrit dans son dernier livre, *En toute humanité*, nous pourrions vivre **une « disruption destructrice » plutôt qu'une destruction créatrice à la Schumpeter**, non parce que de nouveaux métiers ne viendront pas, mais parce que tout va trop vite : en quatre ans, l'IA est passée « du ridicule au danger », et sera peut-être demain une évidence. Il cite Cédric Villani, qui jugeait il y a trois ans ces capacités ridicules et s'interroge aujourd'hui sur la formation des futurs mathématiciens, après qu'un modèle d'OpenAI aurait résolu, selon lui, l'un des sept problèmes du millénaire en 88 heures pour un coût de 20 millions de dollars. Au contradicteur, il répond : « Non, on ne peut pas se passer de l'IA, comme on ne peut pas se passer de l'électricité. Ouvrez votre réfrigérateur en rentrant chez vous. »

Jean Petaux enchaîne sur une blague : l'IA ne veut jamais échouer, si bien que, sommez-la de préparer le dîner devant un réfrigérateur vide, et vous risquez de manger votre chat. Il demande comment ce monde qui défile pourrait ne pas tourner à la dystopie, en rappelant son intérêt ancien pour la critique du système technicien.

Alain Wang souligne que la Chine connaît le même problème : 18,6 % des jeunes diplômés sans emploi, dans un pays d'« usines grises » ultra-robotisées, où une usine de batteries peut produire 100 000 unités par an avec une quarantaine d'ingénieurs et plus d'ouvriers. Ce n'est pas un problème propre aux démocraties.

Mathieu Andro ne croit pas à la catastrophe, mais pense qu'« on n'a encore rien vu » : l'IA a appris de nous, via les livres numérisés, internet et Wikipédia ; incarnée dans des robots, elle apprendra le monde directement et partagera ses savoirs en temps réel (des robots plombiers mutualisant la plomberie). Il envisage sérieusement **la fin du travail**, qui pourrait être « la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et le début de l'exploitation de la machine par l'homme », une humanité vivant en classe dominante sur le dos des robots. Si, comme chez Ricardo, la valeur d'une marchandise est proportionnelle au travail nécessaire à la produire, une production sans travail humain n'aurait plus de valeur.

Le mot de la fin (Jérôme Coutou)

« Nous vivons la période la plus incroyable de toute l'histoire de l'humanité, la plus grande révolution de toute l'histoire de l'humanité. » Peut-être allons-nous vers la fin du travail. La vraie question est : qu'est-ce qui ne se copie pas, qu'est-ce que la machine ne fait pas, et où garderons-nous une place ? Il formule deux propositions :

1. **Le choix.** C'est nous qui décidons de ce que nous demandons à l'IA, puisqu'elle exécute.
2. **La double responsabilité.** Collectivement, nous sommes responsables de ce qui arrive et devons trouver des solutions ; il évoque les travaux de Yann LeCun sur une IA d'un autre type, qui pourraient avoir du sens. Individuellement, nous sommes responsables de ce que nous validons et de ce que nous signons.

« Décision, responsabilité : aujourd'hui, l'IA ne les a pas. Elle n'a ni conscience d'elle-même, ni objectif, ni intention. Peut-être que ça viendra, mais il y a encore de la place pour l'humain. »

La clôture du maire de La Brède

Le maire remercie les intervenants pour la passion partagée sur des sujets « extrêmement inquiétants » et se dit lui-même très inquiet. La technologie vient essentiellement des États-Unis, qui la distribuent à leur gré ; et à l'intérieur même des États-Unis, les GAFAM disposent de plus de puissance que les autorités publiques. Il y voit **une perversion du système libéral** qui, sans contrôle, peut dicter l'avenir du reste de l'humanité par-delà les frontières : un problème de démocratie à l'échelle mondiale.

Il évoque Fouquet, surintendant des finances de Louis XIV, devenu l'homme le plus puissant du royaume, « dix fois plus riche que le roi », et dont l'aventure s'acheva par une arrestation et la prison. Il en conclut qu'il faudra que l'autorité publique, y compris internationale, se saisisse de ces questions et fixe des règles qui mettent de l'éthique et de la morale, rejoignant, dit-il, le propos tenu quinze jours plus tôt par le pape Léon XIV lors de sa venue en France.